



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Engagement et proximité
(1ère lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 13 , 12)

N° 515 rect. bis

8 octobre 2019

AMENDEMENT

présenté par

C	Défavorable
G	Défavorable
	Rejeté

Mme NOËL, M. Daniel LAURENT, Mme DEROMEDI, MM. de NICOLAY et CHARON, Mmes DURANTON et MORHET-RICHAUD et MM. REICHARDT, LAMÉNIE, DANESI, BONNE, HOUPERT, CUYPERS et PONIATOWSKI

ARTICLE 1ER

Après l'alinéa 14

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

« Le pacte peut également préciser que :

« 1° Sur décision du maire qualifié de représentant de sa commune de la conférence des maires selon les modalités fixées au 2° du II du présent article, un conseiller municipal de sa commune peut être désigné pour le remplacer. À ce titre, il est doté des mêmes prérogatives tout au long de la période où il siège au sein de ce conseil ;

« 2° Chaque membre de la conférence des maires est doté d'un droit de veto suspensif. Si au moins un membre exprime son refus à une délibération proposée, l'avis commun devient de fait défavorable. Ceci pendant une période donnée et jusqu'à la réalisation d'une condition.

Objet

La conférence des maires est composée de maires de communes rattachées à un même EPCI. Au sein de ce conseil il y est débattu tous les sujets d'intérêts communautaires ou relatifs à l'harmonisation de l'action des communes et de l'EPCI.

Un maire membre doit pouvoir nommer un remplaçant parmi les membres de son conseil municipal pendant une période sans limite de durée où il est absent.

Par ailleurs, un membre du conseil des maires doit pouvoir s'opposer à une décision du conseil. Cette délibération doit pouvoir être suspendue jusqu'à que ce soit trouvé un consensus.

Le présent amendement vise donc à préciser les modalités d'exercice d'un membre de la conférence des maires en introduisant la possibilité pour ce dernier d'être remplacé par un membre de son conseil municipal et de faire valoir un droit de veto suspensif vis-à-vis d'une délibération du conseil des maires.

NB :La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Engagement et proximité
(1ère lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 13 , 12)

N° 516 rect. bis

8 octobre 2019

AMENDEMENT

présenté par

C	Défavorable
G	Défavorable
	Retiré

Mme NOËL, M. Daniel LAURENT, Mme DEROMEDI, MM. de NICOLAY, MAYET et CHARON, Mme MORHET-RICHAUD et MM. LAMÉNIE, DANESI et GREMILLET

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS ARTICLE 26

Après l'article 26

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le titre II du livre I^{er} du code du travail est complété par une section ainsi rédigée :

« Section...

« Travail à temps partiel de droit pour un salarié membre d'un exécutif local

« Art. L. 112-... Tout salarié membre d'un exécutif local bénéficie d'un temps partiel de droit accordé par l'employeur afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées tout au long de son mandat. »

Objet

Pour un salarié du secteur privé, faire de la politique est souvent mission impossible, d'autant plus lorsqu'il est membre d'un exécutif local. Il lui reste alors pour choix de démissionner de son emploi pour mener à bien les missions qui lui ont été confié par son mandat, et vivre de son indemnité d'élu, bien souvent trop faible pour subvenir à ses besoins, ou refuser de mettre à disposition ses compétences au service de la collectivité. Cet amendement vise à instaurer dans le Code du travail un temps partiel de droit pour tout salarié dans cette situation, afin qu'il puisse exercer son mandat de manière libre et autonome sans que sa situation financière et professionnelle en pâtisse outre mesure.

NB :La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Engagement et proximité
(1^{ère} lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 13 , 12)

N° 522 rect. bis

8 octobre 2019

AMENDEMENT

présenté par

C	Défavorable
G	Défavorable
Rejeté	

Mme NOËL, M. Daniel LAURENT, Mme DEROMEDI, MM. de NICOLAY, CHARON et Henri LEROY, Mme LAMURE et MM. LAMÉNIE, DANESI, BONHOMME, CUYERS et GREMILLET

ARTICLE 8

Après l'alinéa 2

Insérer trois alinéas ainsi rédigés :

...° La première phrase du quatrième alinéa du IV est ainsi modifiée :

- a) Les mots : « pour avis » sont supprimés ;
- b) Après les mots : « trois mois », sont insérés les mots : « , à la majorité des deux tiers, » ;

Objet

La procédure d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) actuellement en vigueur donne un pouvoir très limité à la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI). Celle-ci ne peut en effet qu'adopter des amendements aux propositions du préfet à la majorité des 2/3, majorité souvent difficile à réunir en raison d'une emprise préfectorale parfois forte sur les communes. La CDCI se prononce ensuite sur le schéma par un avis qui ne lie pas le préfet. Ainsi, actuellement, un préfet peut valider un schéma départemental sans que celui-ci ait été approuvé par la CDCI.

Le présent amendement vise à redonner un pouvoir accru à la CDCI en imposant au préfet de soumettre le projet de schéma à l'approbation de la CDCI, à la majorité des deux tiers.

NB : La rectification consiste en un changement de place (d'un article additionnel après l'article 8 vers l'article 8).



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Engagement et proximité
(1ère lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 13 , 12)

N° 530 rect. bis

8 octobre 2019

AMENDEMENT

présenté par

C	Demande de retrait
G	Demande de retrait
	Retiré

Mmes NOËL et DEROMEDI et MM. de NICOLAY, CHARON, LAMÉNIE, DANESI et BONHOMME

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS ARTICLE 11 QUINQUIES

Après l'article 11 quinquies

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

Le territoire de la commune de Seyssel dans l'Ain est rattaché au département de la Haute-Savoie.

Objet

Le présent amendement a pour objet de rattacher le territoire de la commune de Seyssel dans l'Ain, au département de Haute-Savoie comme le Ministre auprès de la Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales chargé des Collectivités territoriales s'y était engagé lors de sa précédente venue dans le département.

Les deux communes de Seyssel (Ain - 01) et Seyssel (Haute-Savoie -74) sont géographiquement limitrophes, mais constituent juridiquement deux communes distinctes, situées sur le territoire de deux départements différents :

- Le département de la Haute-Savoie pour Seyssel 74.
- Le département de l'Ain pour Seyssel 01.

Cette modification des limites territoriales des deux départements concernés est un préalable à la fusion des communes de Seyssel (Ain) et Seyssel (Haute-Savoie) souhaitée par les conseils municipaux des deux communes. Les deux conseils municipaux ont voté à l'unanimité, en 2015 et 2018, l'accord pour fusionner. Les élus de la ville de l'Ain souhaitent rejoindre le département de la Haute-Savoie, qu'ils qualifient comme leur bassin de vie.

Ce désir de fusion est le fruit d'un travail commun entre les deux municipalités qui partagent le même nom mais qui sont séparées par le Rhône, qui matérialise la frontière entre les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain. Une fusion permettrait aux deux communes d'être plus efficaces sur les plans économique et social, et de mutualiser leurs compétences pour maintenir un service public de proximité au service des habitants. De plus, en fusionnant, les deux communes ne subiront plus la baisse des dotations. Les élus locaux, massivement favorables à ce projet, rappellent aussi qu'à l'origine, Seyssel n'était qu'une seule et même commune.

Au-delà de l'identité de nom, Seyssel 01 et Seyssel 74 sont en effet liées par une histoire commune, qui les rattache au département de Haute-Savoie. Par ailleurs, durant la période qui court de 2 siècles avant JC et jusqu'à la création des départements, les deux communes n'ont été séparées que 70 ans.

En termes de vie locale et culturelle, des liens multiples existent entre les deux communes de Seyssel sur le plan associatif (60 associations), festif (une salle des fêtes construite pour les deux communes, de nombreuses fêtes et commémorations sont organisées ensemble), commercial et artisanal (une seule union commerciale), culturel (médiathèque intercommunale, comité de jumelage). S'agissant des échanges commerciaux, il est d'ailleurs plus aisé pour les habitants de Seyssel dans l'Ain de réaliser leurs achats divers à Seyssel en Haute-Savoie (présence de tous les métiers de bouche, d'une grande surface...). En termes de services publics, les liens sont également multiples, notamment dans le secteur scolaire : il existe ainsi des accords interdépartementaux pour que les enfants de la commune de Seyssel dans l'Ain puissent aller au collège de la commune Seyssel en Haute-Savoie. Seyssel en Haute-Savoie dispose également d'un bureau de poste, d'une gendarmerie, et d'une crèche.

Il est plus aisé, pour les habitants de Seyssel dans l'Ain, de se rendre à Annecy, en Haute-Savoie (55 minutes, 41km) qu'à Bourg-en-Bresse, dans l'Ain (1heure 15 minutes, 91 km).

A noter que l'AOC Seyssel fait partie du vignoble et des appellations de Savoie, et non de l'Ain.

A noter enfin que le rattachement de la commune au département de Haute-Savoie ne porte nullement atteinte à l'intégrité du département de l'Ain. En effet, la commune de Seyssel dans l'Ain (2,40 km²) ne représente que 0, 042 % de la superficie du territoire du département de l'Ain (5 762,44 km²). Il en va de même pour la population de Seyssel dans l'Ain, à savoir 981 habitants en population municipale au 1^{er} janvier 2017 (1000 en population totale), pour une population municipale de 619 497 habitants pour le département, la commune représentant donc 0, 15 % seulement de la population du département de l'Ain.

NB :La présente rectification porte sur la liste des signataires.



**Direction de la
séance**

Projet de loi
Engagement et proximité
(1ère lecture)
(PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)
(n° 13 , 12)

N° 531 rect. ter

14 octobre 2019

AMENDEMENT

présenté par

C	Défavorable
G	Défavorable
	Retiré

Mme NOËL, M. Daniel LAURENT, Mme DEROMEDI et MM. de NICOLAY, CHARON, LAMÉNIE, DANESI
et BONHOMME

ARTICLE 26 QUATER

Compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

...- L'article L. 3142-83 du code du travail est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Le même droit est accordé, sur sa demande, et jusqu'à l'expiration de son mandat, au salarié membre, ou à la tête :

« - d'un exécutif municipal d'une commune,

« - d'un exécutif intercommunal, départemental ou régional,

« - de l'Assemblée de Corse. »

Objet

Pour un salarié du secteur privé, faire de la politique est souvent mission impossible. Faire campagne et briguer un mandat électoral est alors impensable pour des milliers de salariés qui redoutent l'incompatibilité entre engagement politique et carrière professionnelle. Dans un contexte national où plus d'un élu local sur deux ne souhaite pas se représenter aux suffrages de ses électeurs, où les jeunes actifs ont du mal à vouloir s'engager dans un mandat électoral, cet amendement propose d'accorder le droit à un salarié du secteur privé élu à un des mandats prévus à l'Article L. 3142-79 du Code du travail, de suspendre son contrat de travail jusqu'à expiration de son mandat, à condition de justifier d'une ancienneté minimale d'un an chez l'employeur en contrat de travail à durée indéterminée à la date de son entrée en fonction.

NB :La rectification consiste en un changement de place (d'un article additionnel après l'article 26 quater vers l'article 26 quater).